

EXEMPLE DE RÉSUMÉ INFORMATIF (VERSION INTÉGRALE DE L'EXEMPLE DU MANUEL, P. 143)

ZIEGLER, Jean, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Éditions Fayard, 2002, 370 p.

Le livre de Jean Ziegler porte sur le nouvel ordre mondial qui a vu le jour durant la dernière décennie du xx^e siècle. Pour l'essentiel, l'auteur entend lever le voile sur la structure, la visée historique, les stratégies et les tactiques des maîtres de l'univers. Il veut également fournir des armes à ceux qui organisent la résistance face aux « seigneurs » (p. 18).

L'ouvrage se divise en quatre parties. Dans un premier temps, l'auteur explore la problématique de la mondialisation contemporaine en examinant le rôle qu'y joue l'empire américain et en détaillant l'« idéologie des maîtres » (p. 19). Dans un deuxième temps, il essaie de montrer certains agissements des « prédateurs » (p. 19), qui imposent leurs diktats économiques à l'ensemble des populations de la planète. Dans une troisième partie, il examine certaines activités des grandes institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale de développement et l'OMC. Il décrit les dirigeants de ces organismes comme étant « [des] mercenaires dévoués et efficaces [qui] servent l'ordre des prédateurs » (p. 19). Enfin, dans la quatrième partie, l'auteur nous présente certaines organisations qui se sont assigné comme mandat de résister à ces nouveaux maîtres du monde. Il s'agit de mouvements sociaux de protestation, qu'il regroupe à l'intérieur de la notion appelée la « nouvelle société civile planétaire, [qui] conteste radicalement l'empire des prédateurs » (p. 19-20).

Première partie: La mondialisation contemporaine

La thèse principale de l'auteur s'appuie sur les effets engendrés par deux événements majeurs survenus en 1991 : la fin de la guerre du Golfe persique et l'imposition des régimes communistes en Europe de l'Est. Ces deux événements ont facilité, selon Ziegler, la mise en place d'un nouvel ordre mondial (p. 36).

Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, même si l'effondrement des régimes communistes dans les pays de l'Est est venu mettre un terme à la bipolarité du monde entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est (la guerre froide qui s'est échelonnée de 1947 à 1991), le nouvel ordre mondial du début des années 1990 n'a pas permis le triomphe de la liberté ni la généralisation et le respect des droits de l'homme à l'échelle de la planète. Le nouvel ordre mondial, qui s'est constitué durant la dernière décennie du xx^e siècle, répond d'abord et avant tout aux besoins des oligarchies du capital financier et aux intérêts de l'empire américain. Ziegler nous dit : « En choisissant l'empire américain contre la démocratie planétaire, les maîtres du monde ont fait reculer l'humanité de plusieurs siècles » (p. 42).

Ce nouvel ordre mondial puise son inspiration dans un projet idéologique qui « porte un nom anodin » : « Consensus de Washington ». Pour l'essentiel, ce consensus consiste en un

ensemble d'accords informels [...] conclus tout au long des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix entre les principales sociétés transcontinentales, banques de Wall Street, Federal Reserve Bank américaine et organismes financiers internationaux (Banque mondiale, Fonds monétaire international, etc.) (p. 63).

Il sert de cadre stratégique d'action pour permettre à une oligarchie économique et politique (« les maîtres du monde ») de maintenir son emprise sur les peuples soumis de la terre.

Ces accords visent

la liquidation de toute instance régulatrice, étatique ou non, la libéralisation la plus totale et la plus rapide possible de tous les marchés (des biens, des capitaux, des services, des brevets, etc.) et l'instauration d'une *stateless governance*, d'un marché mondial unifié et totalement autorégulé (p. 63-64).

La *stateless governance* pourra se matérialiser par la mise en place des 10 mesures suivantes :

1. La réforme de la fiscalité par l'abaissement de la charge fiscale des revenus les plus élevés et la suppression des exemptions fiscales pour les plus pauvres;
2. La libéralisation des marchés;
3. L'égalité de traitement pour tous les investisseurs (autochtones et étrangers);
4. Le démantèlement du secteur public;
5. La dérégulation de l'économie;
6. La protection accrue de la propriété privée;
7. La libéralisation des échanges et la baisse des tarifs douaniers de 10 % par année;
8. La priorité aux secteurs économiques qui ont des chances de succès sur les marchés de l'exportation;
9. Le contrôle accru sur le déficit budgétaire;
10. La mise en place de mesures pour assurer la transparence du marché (p. 64-65).

La concrétisation de ce programme d'inspiration néolibérale (Ziegler parle même de « dogme ultralibéral » [p. 45]) ne va pas de soi. C'est par la force qu'elle s'impose. L'auteur nous dira à ce sujet: « La puissance militaire naguère construite pour affronter l'Union soviétique sert à présent à mettre en œuvre et à protéger l'ordre du capital financier mondialisé » (p. 43).

Les dirigeants de Washington et de Wall Street détermineront leur conduite par « un refus presque total de toute idée de solidarité internationale et une volonté absolue d'imposer leurs propres vues aux peuples de la planète » (p. 45). En appui à ce dernier point, Ziegler mentionne le refus des dirigeants politiques américains « de ratifier la convention internationale interdisant la production, la diffusion et la vente de mines antipersonnel » (p. 45); leur opposition au « principe même d'une justice internationale » (p. 45) — (refus de la Cour pénale internationale, refus de « la Convention de Rome de 1998 prévoyant la sanction judiciaire des génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre » [p. 45]); leur refus de la « libéralisation des prix pharmaceutiques » permettant aux pays pauvres d'accéder à des médicaments pour combattre le sida (p. 47); leur « opposition à la reconnaissance, parmi les droits de l'homme, des droits économiques, sociaux et culturels » (p. 47) à la Conférence de Vienne en 1993; l'annulation unilatérale, par le président George W. Bush, lors de son arrivée au pouvoir en janvier 2001, du Protocole de Kyoto (p. 52); l'annulation unilatérale par le même président Bush (en décembre 2001) du « traité de contrôle et de limitation des missiles balistiques intercontinentaux (traité ABM) conclu entre les États-Unis et l'URSS le 26 mai 1972 » (p. 53).

Pour Ziegler, depuis le déclenchement de la « guerre antiterroriste mondiale », au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la vision du président à la tête de l'empire américain s'exprime à travers une formule qui est d'un manichéisme simpliste: « soit vous êtes avec nous et donc partisans de la privatisation du monde, soit vous êtes contre nous et nous vous bombarderons » (p. 55). Pour convaincre les récalcitrants qu'il est préférable d'adhérer au courant de privatisation, ce ne sont pas les moyens de bombardement qui semblent faire défaut. En 2003, le Pentagone disposait d'un budget de 379 milliards de dollars (p. 55). Les États-Unis ont des moyens militaires considérables pas uniquement pour mener une guerre au terrorisme, mais « pour organiser le monde de la manière qui leur convient » (p. 59). Impossible dès lors de mettre en place, pour le moment du moins, un modèle de libre-échange qui échappe à la domination du modèle américain.

Le modèle de libre-échange à l'américaine à l'échelle mondiale s'accompagne d'une « guerre mondiale contre les pauvres » (p. 90). Il nous met en présence de deux groupes de dirigeants que Ziegler désigne sous le vocable peu enviable de « prédateurs » (deuxième partie du livre) et de « mercenaires » (troisième partie du livre).

Deuxième partie: Les prédateurs

Pour Ziegler, un « prédateur », c'est aussi un « loup » (p. 95). « Quels que soient les masques idéologiques dont s'affublent les prédateurs, ce qui les meut en profondeur c'est l'avidité furieuse du succès, du profit maximal, de la puissance » (p. 95). Ziegler parle du système d'accumulation des profits que ces « prédateurs » ont mis en place à l'échelle internationale et qui a eu pour effet d'engendrer une « économie d'archipel » (p. 38), c'est-à-dire un modèle de développement à l'échelle mondiale qui comporte de « multiples vitesses » de développement inégal. Pour l'essentiel, ce modèle « consiste en une succession d'îlots de prospérité et de richesse flottant dans un océan de peuples à l'agonie » (p. 38). Ce système d'exploitation s'alimente au « *bloodmoney* » (l'argent du sang) [p. 96], à « l'évasion fiscale internationale » (p. 99) et au « darwinisme social » (« la liquidation d'un certain nombre de postes de travail » lors de la fusion d'entreprises [p. 108]).

La présente phase de la mondialisation est marquée par la privatisation de plusieurs activités que l'État prenait en charge jusqu'à maintenant. De nouveaux liens se tissent entre l'État, la société et l'économie. Ce ne sont plus les États nationaux qui « définissent les frontières entre commerce intérieur et commerce extérieur » (p. 117). Nous sommes plutôt dans une « économie transnationale » où ce qui compte c'est « l'accélération des mouvements de capitaux partout dans le monde et l'évaluation sans appel des lieux de production nationaux par les marchés financiers organisés en réseau au niveau mondial » (p. 118). Les économies nationales se sont affranchies des frontières étatiques. Aujourd'hui, « ce sont les États qui se trouvent enchâssés dans les marchés » (p. 118). Les prédateurs, qui sont parvenus à imposer ces nouvelles règles du jeu, ont pour objectif d'affaiblir « la capacité normative de l'État » (p. 117). Après avoir obtenu la privatisation des moyens de transport publics, de la poste, des télécommunications, les prédateurs visent rien de moins que la privatisation des écoles, des collèges, des universités, des hôpitaux, des prisons et, d'ajouter Ziegler, de la police (p. 125).

Le démantèlement volontaire des services publics et leur transfert au secteur privé fait émerger une nouvelle figure étatique: l'« État en défaut ». L'économie de la concurrence, telle qu'elle se déploie sous nos yeux, crée de la précarité d'emploi et fragilise les statuts sociaux. La perte des protections sociales se répercute sur la qualité même du statut de citoyen. Ziegler avancera: « Un homme qui a constamment peur pour son emploi, son salaire et ses droits n'est pas un homme libre » (p. 125). La présente vague de privatisation de certains services de l'État viendra, prédit Ziegler, anéantir « la citoyenneté » (p. 125).

Le monde qui se définit sous nos yeux depuis 1991 n'est pas porteur d'une plus grande justice, de plus de sûreté et de plus de dignité sur terre. Ziegler reprend à son compte le concept de « *Killerkapitalismus* » (« capitalisme de tueurs ») pour qualifier les contours du fonctionnement de l'économie de marché à l'échelle mondiale.

Dans ce monde de concurrence effrénée, les « États du tiers-monde se battent entre eux pour attirer les investissements ». Afin d'augmenter leurs chances d'attirer les investissements productifs étrangers, les dirigeants politiques de ces pays réduisent « la protection sociale, les libertés syndicales, le pouvoir de négociation des salariés autochtones » (p. 130). S'ouvre donc la possibilité pour des entreprises des économies développées de procéder à une « délocalisation de leurs équipements [...] au profit de "zones spéciales de production" où les salaires sont misérables et la protection des travailleurs inexistante » (p. 130). Dès lors, la compétition s'intensifie entre « travailleurs de tous les pays » (p. 131). Dans cette jungle où règne une « concurrence effrénée entre différentes catégories de travailleurs » (p. 131), le syndicalisme est affaibli. Ziegler constate que la « solidarité des travailleurs est rompue ». Une « antinomie s'installe » entre les travailleurs de la fonction publique et ceux du secteur privé. De plus, pour illustrer ce qui se produit entre le

travailleur autochtone et l'ouvrier immigré, Ziegler donne l'image suivante: « Le serpent raciste dresse sa tête hideuse » (p. 131).

Ziegler constatera que « la maximalisation du profit, l'accumulation accélérée de la plus-value, la monopolisation de la décision économique, sont contraires aux aspirations profondes et aux intérêts singuliers du grand nombre » (p. 133). Le capital financier est en position de force. Il s'est « autonomisé » (p. 136). Il se déplace dans le temps et l'espace sans subir aucune contrainte. C'est « plus de 1 000 milliards de dollars par jour » de capitaux qui échappent à la surveillance ou au contrôle des États (p. 136).

Dans le chapitre portant sur « la dévastation de la nature », Ziegler affirme que « la main invisible du marché globalisé ne détruit pas seulement les sociétés humaines. Elle massacre aussi la nature » (p. 143). Il donne l'exemple « de la dévastation des forêts vierges de la planète » (p. 143) qui se passe aussi dans les forêts de l'Amazonie (« le poumon vert de la planète » [p. 144]). Malgré les lois sévères adoptées par le gouvernement brésilien pour contrer « la déforestation non autorisée », « ces lois et ces règlements ne sont pas appliqués » (p. 144). À la fin des années 1990, « près d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants sont menacés par la désertification. Des centaines de millions de personnes vivent sans pouvoir accéder régulièrement à de l'eau potable » (p. 145). Les 250 millions de personnes qui « errent sur les routes, quittant une terre natale devenue poussière et pierre » sont appelés, dans les documents officiels, les « réfugiés écologiques » (p. 146). Cette « destruction des forêts tropicales par les prédateurs des sociétés transcontinentales [...] sont désastreuses », elles « perturbent le climat », « anéantissent les terres fertiles et privent les hommes de leur subsistance » (p. 145). Le chapitre se clôt sur la phrase suivante: « Au sens littéral du terme, les prédateurs sont aujourd'hui en train de détruire la planète » (p. 149).

Ziegler aborde aussi la question de la corruption qu'il définit comme étant une pratique qui « consiste à offrir ou promettre un avantage à un agent de l'autorité publique (ou à un dirigeant d'une entreprise privée) afin que celui-ci trahisse sa responsabilité envers l'autorité (ou l'entreprise) qu'il représente » (p. 151). Ces transactions de corruption, selon la Banque mondiale, s'élèvent à la rondelette somme de « 80 milliards par an » (p. 151). La corruption était jadis considérée, nous dit Ziegler, comme un « mal nécessaire » en vue de permettre à des entreprises transnationales de « s'assurer d'un marché (notamment dans les pays de l'hémisphère sud [sic]) » (p. 161). Depuis le milieu des années 1990, « les ayatollahs de la Main invisible frappent tout cela d'anathème ». En effet, « tout acte de corruption introduit une distorsion dans le libre jeu des forces du marché. Il doit être banni » (p. 162). Devant cette pratique illicite, une « résistance existe » (p. 159). Ziegler donne ici comme exemple la publication annuelle de l'Index de la corruption par la Transparency International. Cependant, face à ce problème de détournement de fonds, malgré la mise en place de certaines mesures, « l'hypocrisie des prédateurs triomphe et prospère. La corruption également » (p. 166).

Troisième partie: Les mercenaires

Aux « prédateurs » qui agissent sans égard pour le respect des droits de l'homme et de l'environnement s'ajoutent des représentants des organisations internationales (l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) que l'auteur qualifie de « mercenaires ».

Ziegler reprend à son compte une déclaration de Warren Allmand (président de l'organisation non gouvernementale canadienne Rights and Democracy) selon laquelle « nous habitons un monde où il est infiniment plus grave de violer une règle de commerce international qu'un droit de l'homme » (p. 179). Au sujet de l'OMC, il dit qu'il s'agit là de « la machine de guerre la plus puissante entre les mains des prédateurs » (p. 179).

La structure du commerce international fait une place de plus en plus grande aux sociétés transnationales privées. Si l'OMC en dénombre plus de 60 000 à l'échelle de la planète, dans les

faits, « seules comptent réellement les quelque 300 à 500 entreprises nord-américaines, européennes et japonaises qui ensemble dominant le commerce » (p. 180). Les stratégies déployées par l'Organisation mondiale du commerce sont conformes à « la vision du monde des seigneurs du capital mondialisé » (p. 180). Ziegler nous rappelle cette célèbre déclaration de Percy Barnevik qui donnait la définition suivante de la mondialisation :

Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales (p. 181).

C'est le 1^{er} avril 1994 que les ministres signataires du General Agreement on Tariffs and Trade (le GATT) ont signé l'acte de fondation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 181). La charte de l'OMC ne contient aucune « clause sociale » et « clause écologique ». L'inclusion de ces deux clauses « aurait permis d'exclure de la libre circulation les marchandises produites dans des conditions sociales ou écologiques intolérables » (p. 198). L'objectif de l'organisme vise à promouvoir la libéralisation la plus extensive possible des activités commerciales. Dans le cadre de leurs négociations, les membres s'entendent pour réduire le pouvoir d'État et du secteur public en général au moyen de la déréglementation et de la privatisation (p. 184).

L'OMC est également « une organisation interétatique aux pouvoirs de coercition et de sanctions étendus » (p. 181). Les États membres qui ont une économie « fragile » n'ont aucun moyen de s'opposer aux décisions de l'organisme. Impossible pour ces pays d'ériger des barrières douanières afin de protéger leur industrie naissante (p. 184). Les pays pauvres sont pour la plupart des pays agricoles. Or, les pays du Nord refusent d'ouvrir leurs marchés « aux produits agricoles et agro-alimentaires du Sud ». Pire, les pays développés ne se gênent pas pour subventionner « la production et l'exportation de leurs propres biens agricoles. Ces produits excédentaires se déversent dans le tiers-monde et provoquent alors la destruction des fragiles structures agricoles autochtones » (p. 201).

Devant un tel état de la situation, il ne fait aucun doute, pour l'auteur, qu'une des sources de la misère qui se généralise de plus en plus sur la planète réside dans l'existence de règles de commerce émises par l'OMC elle-même (p. 202).

Si d'un côté les « mercenaires de l'OMC s'occupent de la circulation des flux commerciaux », les deux principales institutions issues de Bretton-Woods en 1944, la Banque mondiale et le FMI s'occupent « des flux financiers » (p. 203).

La Banque mondiale exerce sur la planète un pouvoir immense. Elle [...] alloue des crédits aux pays les plus démunis. [...] [Elle] assure la création d'infrastructures par des crédits d'investissement. Dans certains cas [...] elle couvre aussi [...] le déficit budgétaire d'un État particulièrement démuné. Elle finance également chaque année des centaines de projets de développement » (p. 204).

La Banque mondiale est le « prêteur de dernière instance » (p. 205). « Sa charte exclut expressément toute conditionnalité politique ou autre. Sa pratique est néanmoins surdéterminée par un concept totalisant d'origine non bancaire, et idéologique celui-là : le Consensus de Washington » (p. 205).

[À] l'instar de l'OMC et du FMI, la Banque mondiale est, elle aussi, un bastion du dogme néolibéral. En toute circonstance et à tous les pays débiteurs, elle impose le Consensus de Washington. Elle promeut la privatisation des biens publics et des États. Elle impose l'empire des nouveaux maîtres du monde (p. 213).

Cette stratégie ne semble pas faire l'unanimité, même au sein du personnel de direction de l'organisme. « En janvier 2000, [...] Joseph Stiglitz, économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale, démissionne en dénonçant publiquement la stratégie de privatisation à outrance et l'inefficacité des institutions de Bretton-Woods » (p. 213-214).

À la suite de cette démission fracassante, le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a pris l'initiative de créer un nouvel organisme en vue de rehausser la crédibilité de son organisme : le Social Board (le Département social). Ce dernier doit être « consulté impérativement ». Il a « pour tâche d'examiner et d'évaluer les conséquences humaines provoquées dans la société d'accueil par l'intervention de la Banque. [...] Il s'agit d'évaluer les conséquences sociales et familiales de chaque investissement » (p. 214-215). Seuls des « membres d'organisations internationales non gouvernementales réputées "crédibles" sont invités à collaborer avec le Département social » (p. 215). Notons ici que le degré de crédibilité d'une ONG est fixée par le président de la Banque mondiale lui-même (p. 216). Ajoutons à cela que le Département social n'est que consultatif, « il n'a aucun pouvoir » (p. 215). « La décision des banquiers est toujours souveraine » (p. 215). Force est de constater que là comme ailleurs, « les discours s'habillent, les pratiques restent » (p. 220).

Parlant du Fonds monétaire international (FMI), Ziegler ajoute qu'il y règne une démocratie assez particulière. « Les 183 États-membres votent chacun selon leur pouvoir financier respectif. *One dollar – One vote* ». Ce qui fait que les États-Unis détiennent 17 % des droits de vote » (p. 223). Pour l'essentiel, le rôle du FMI est un rôle de « sapeurs-pompier du système international » (p. 223). Il s'organise pour « qu'aucun spéculateur international ne perde sa mise initiale » (p. 223). Cependant, il arrive parfois que « les mercenaires du FMI » se fassent également « pyromanes ».

Ziegler nous mentionne que pendant « des décennies, les pays d'Amérique latine ont dû appliquer d'innombrables plans d'ajustement structurels concoctés par les corbeaux noirs de Washington » (p. 228). Ces plans, qu'imposait le FMI, comportaient des réformes fiscales en faveur des détenteurs du capital étranger ou des classes dominantes autochtones, des mesures visant à réduire les budgets sociaux, éducatif et de santé, « la libéralisation des importations, l'extension des terres de plantation, la réduction des terres consacrées aux productions vivrières et la mise en place de politiques d'austérité en tous genres » (p. 228). On peut facilement imaginer les conséquences de telles mesures dans des pays où la misère extrême atteint deux habitants sur cinq (comme en Argentine, en 2002) et où la sous-alimentation touche entre 44 et 55 millions de personnes (sur 173 millions) comme au Brésil (p. 230). Les souffrances de ces populations appauvries ne se font pas entendre par les « séides du FMI » (p. 235).

Au contraire, en échange d'une rallonge de crédit par le FMI, tous les ministres quémandeurs se font imposer la même méthode qui consiste à vendre aux

sociétés transnationales, généralement américaines ou européennes, des industries, entreprises de services (assurances, transport, etc.) relevant d'un secteur rentable. Les secteurs non rentables de l'économie restent, bien entendu, entre les mains du gouvernement local » (p. 235).

Dans d'autres pays (comme au Mexique ou en Thaïlande), le FMI imposera des mesures d'austérité budgétaire et monétaire accompagnées d'une « réduction drastique [*sic*] des dépenses sociales et des crédits aux entreprises » (p. 240). Ces mesures ont pour effet de provoquer l'effondrement de l'emploi, la suspension de toute forme d'aide aux personnes nécessiteuses, l'aggravation du nombre de personnes aux prises avec la sous-alimentation, etc. (p. 240).

Ziegler conclut ici que « les mercenaires du FMI se disent apolitiques. C'est un grossier mensonge. Dans la pratique, le FMI est en effet au service direct et constant de la politique extérieure des États-Unis » (p. 241).

Cette impossibilité de faire triompher le règne des droits de l'homme à l'échelle de la planète s'explique aussi par la présence des « prédateurs » au sein d'organisations mondiales comme la Banque mondiale, le FMI et l'OMC.

Les populations non rentables

En 1971, on dénombrait 27 pays pauvres. En 2001, ce chiffre s'élève à 49. Dans ces pays dits les moins avancés (PMA), le revenu annuel par habitant est inférieur à 700 \$. Ziegler mentionne que « les PMA totalisent en 2002 une population de 640 millions d'êtres humains, soit un peu plus de 10 % de la population mondiale. Mais les peuples non rentables génèrent à eux tous moins de 1 % du revenu mondial » (p. 246). De 1990 à 2000, « l'aide publique accordée par les pays riches aux quarante-neuf pays pauvres a diminué de 45 % » (p. 247). La dette de ces « quarante-neuf États les plus endettés représente 124 % du produit national brut cumulé des États concernés. Ces États dépensent beaucoup plus pour le service de leur dette que pour l'entretien des services sociaux » (p. 246). Ziegler nous dit qu'avec « une dette extérieure dépassant 1,6 milliard de dollars, le Niger est surendetté. C'est pourquoi, à Niamey, les pompiers-pyromanes du FMI dictent leur loi. La presque totalité des revenus des exportations du pays sont affectés au service de la dette » (p. 249). Constat triste fait par le premier ministre du gouvernement de la république du Niger : « Échapper au FMI ? C'est impossible ! Il régente tout » (p. 250).

Les pays quémandeurs du groupe des pays les moins avancés doivent signer une lettre d'intention pour obtenir les crédits qu'ils demandent. Cette lettre comporte diverses mesures que le pays doit appliquer : « réductions budgétaires, ajustements fiscaux, [...] "discipline fiscale", "transparence budgétaire", privatisation des industries et des ressources nationales, liquidation des services publics (les hôpitaux et les écoles, notamment, doivent devenir payants) » (p. 268).

La politique poursuivie par le FMI dans ces pays les moins avancés — le programme d'ajustement structurel — a eu pour effet de démanteler le secteur public, de supprimer les subventions sociales, de privatiser les hôpitaux, d'ouvrir le pays aux entreprises transnationales capitalistes. Mentionnons que ces dernières ont aussi eu droit à des conditions fiscales avantageuses et à une suspension de la législation du travail (p. 265). Ziegler conclut cette partie en s'intéressant au « fonctionnement mental des mercenaires » de ces deux institutions que sont la Banque mondiale et le FMI. Il écrira à ce sujet que malgré « leurs indéniables qualités intellectuelles, leurs savantes études, leurs diplômes, leur érudition, les fonctionnaires du FMI semblent insensibles aux désastres qu'ils provoquent, sourds aux cris de leurs victimes et dépourvus d'odorat quand monte l'odeur de l'argent du sang amassé par les prédateurs » (p. 271). L'explication de « cet aveuglement » s'explique, selon Ziegler, par le fait que la « plupart des intégristes de la Banque mondiale et du FMI [ne] mettent jamais les pieds » dans les pays du tiers-monde (p. 273) et qu'aucun « trouble n'affecte leur conscience » (p. 273).

Quatrième partie : les résistants

Dans la dernière partie de son ouvrage, Ziegler se demande où réside l'espoir de mettre un terme aux ravages causés par les maîtres du monde (« les oligarchies du capital mondialisé » [p. 298]). Qui est en mesure de relever les défis contemporains de combattre et de disqualifier le capitalisme contemporain (p. 278) ? La réponse, selon lui, réside dans ces nouveaux mouvements sociaux qu'il désigne sous le vocable de « nouvelle société civile planétaire » (p. 283). Avant de nous dire quelles organisations font partie de cette société civile, Ziegler examine le contexte d'émergence de ces groupes.

Ce contexte est dominé par l'idéologie néolibérale qui a pour effet de combler d'aise les nantis. Ceux qui osent s'opposer à la mondialisation et à la privatisation sont immédiatement frappés « d'anathème » (p. 285). Les pauvres, de leur côté, ne peuvent plus s'appuyer sur l'idéologie communiste (p. 286) ou l'idéologie social-démocrate (p. 290). Ziegler constate que tout semble s'être joué durant les années 1980. À gauche, le « communisme étant en voie de disparition sous Gorbatchev, l'influence des sociaux-démocrates se volatilisait durant la même occasion... » (p. 293). Ce qui reste aux pauvres, dans la période actuelle, se résume dans « un élémentaire et vigoureux sens de la justice, l'indéracinable revendication du "droit à la vie", revendication qui fait écho aux doléances des plus pauvres d'entre les démunis aux États Généraux de 1789 » (p. 285).

Puisqu'il en est ainsi, ce « qui est à reconstruire aujourd'hui, c'est l'individu tel qu'il a été conçu par Voltaire, Diderot, Rousseau et mis au monde par les révolutionnaires de 1792 » (p. 296). Cette reconstruction de l'individualité implique la mise en place d'une pratique dans laquelle s'affirme pleinement la singularité de l'individu « sans rien oublier de ses dépendances au monde » (p. 296). Bref, la définition d'un système de pratiques dans lequel s'actualise en permanence « la dialectique entre l'appartenance de l'individu à une communauté singulière d'origine et la distance qui le sépare des autres individus, appartenant à d'autres communautés, mais engagés dans le même combat » (p. 298). Les organisations qui veulent situer leurs actions à ce point de vue doivent adhérer à un projet qui puise à même une vision de « générosité » (p. 298). Ziegler entend par là « l'émotion engendrée par le sentiment de révolte devant l'oppression [...] et le désir d'un monde meilleur » (p. 298). Bref, un mélange instable « entre passion et action, entre affect et concept » (p. 298).

Les fronts de résistance aux « oligarchies du capital mondialisé » (p. 298) sont nombreux. Ziegler identifie pour le moment l'existence de six fronts autour desquels se coalisent « de nombreux mouvements, agissant sur les cinq continents » (p. 299) qui sont parvenus « à freiner le pas des prédateurs et à gêner leurs stratégies » (p. 299). Il s'agit des fronts suivants :

1. Des organisations ouvrières et syndicales;
2. Des mouvements paysans;
3. Des femmes luttant contre la discrimination sexuelle;
4. Des peuples autochtones et leurs sociétés traditionnelles;
5. Des mouvements, associations et partis écologistes;
6. Des grands mouvements sociaux comme les ONG (p. 300-303).

Il donne à titre d'exemple pour ce sixième front de lutte le groupe Attac qui reprend à son compte la revendication « de la taxe Tobin » selon laquelle les capitaux spéculatifs seraient frappés « par des intérêts négatifs » (p. 303). Le produit de cette taxe

alimenterait un fonds mondial, géré par les Nations unies, destiné à financer des projets d'infrastructures sanitaires et scolaires et contribuerait au développement des forces de production des économies des pays les plus pauvres (p. 303).

« La nouvelle société civile planétaire est une société en projet, une société en gestation, qui n'est comparable à aucune des formations sociales qui l'ont précédée » (p. 309).

« Trois convictions unissent ces fronts: la nécessité d'instaurer la démocratie de base partout dans le monde et dans tous les domaines de la vie collective; le refus des inégalités sociales entre les individus, entre les générations, entre les sexes, entre les classes sociales, entre les peuples et entre les continents; la nécessité de préserver la nature, l'air, l'eau, l'environnement sanitaire et psychologique de chaque être humain. L'eau, la nourriture, l'air que nous respirons sont, pour eux, tous déclarés « biens publics » (p. 311).

Ziegler identifie le courant idéologique TINA (*There is no alternative*), qui est au fondement de l'idéologie de « l'empire des prédateurs » (p. 315), comme étant la troisième forme des pouvoirs totalitaires qui se sont succédé du xx^e au xxi^e siècle (les deux premiers ayant été le bolchévisme et le nazisme). Selon ce courant idéologique, « il n'y a pas d'alternative au système émergent du mercantilisme mis en place par les entreprises s'appuyant sur l'État et décliné à l'aide de différents mantra [*sic*] tels que mondialisation et libre-échange » (p. 315). Les puissants de ce monde (les sociétés transnationales de la finance, de l'industrie, des services du commerce) qui s'identifient à ce courant idéologique, sont qualifiés ici de « gigantesques personnes immortelles ». Ziegler nous dit que « contrairement aux agents des autres systèmes d'oppression qui les ont précédés dans

l'histoire, les personnes immortelles ne mènent aucun combat d'idées» (p. 316). Se pose dès lors la question des méthodes à préconiser « pour briser l'invisibilité et le silence de l'adversaire [...] et si possible inverser le rapport de force » (p. 317). Trois méthodes novatrices semblent plus porteuses de possibilités de gains sur l'adversaire.

La première consiste à organiser un forum alternatif aux sommets mondiaux annoncés (Davos, réunion du G-8, Conférence mondiale du commerce, assemblée annuelle du FMI, Sommet des Amériques).

La deuxième méthode consiste à organiser des marches de protestation comme la marche mondiale des femmes en 1995, les grandes marches contre le chômage et les exclusions (de Tanger à Amsterdam en 1997, la marche de Cologne en 1999), les marches du Mouvement des travailleurs ruraux du Brésil (p. 326).

Le dernier exemple que Ziegler présente en vue de permettre aux nouveaux mouvements sociaux « de briser le silence des maîtres du monde et [de] rendre manifeste leur pratique "consiste" en la réappropriation de l'espace public » (p. 330). Cette pratique de résistance consiste (comme le pratique le groupe Reclaim the Streets) à occuper une rue ou un boulevard sur une distance de un ou deux kilomètres. Cet espace devient pour quelques jours un « tronçon de route libéré » où seuls sont autorisés « les bicyclettes, les chars à fleurs, les poussettes [et où tous] les panneaux de publicité sont abattus » (p. 331). Bref, un genre d'action qui permet aux résistants de « reprendre à l'adversaire les espaces qu'il a volés au peuple » (p. 331).

Conclusion

En conclusion à son ouvrage, Ziegler nous dit que dans « le capitalisme de la jungle », « les oligarchies régnautes du capital mondialisé » sont parvenues à mettre « sous tutelle l'État national ». Elles sont parvenues à éroder la « capacité normative » de l'État (p. 352). « L'universalisation par la force du Consensus de Washington provoque un transfert de souveraineté. L'enveloppe institutionnelle des États reste, certes, intacte, mais le pouvoir qui s'exerçait à travers les institutions d'État est progressivement exercé par les appareils du capital financier » (p. 353). Ce nouveau pouvoir a pour nom la *stateless global governance*.

La nouvelle structure du pouvoir des maîtres du monde nous confronte à un théâtre d'ombres. Formellement, ces sont les États qui forment le Conseil général de l'OMC, qui nomment les gouverneurs (et gouverneurs suppléants) de la Banque mondiale, et qui administrent ou définissent la stratégie du FMI. Mais nous sommes ici dans un monde où triomphe « l'apparence des choses » (p. 353). Ce sont plutôt les « prédateurs et leurs mercenaires » qui décident « du destin des hommes et des choses » (p. 356). Ils le font dans le cadre que Ziegler appelle tantôt « parlement marchand », tantôt « parlement virtuel » (p. 356). L'exercice de la souveraineté par les « gigantesques personnes immortelles » « s'impose par la violence. Elle n'a que faire des droits de l'homme, des libertés publiques, de l'autonomie des citoyens. Elle engendre l'aliénation et l'esclavage » (p. 356).

Pour Ziegler, les prédateurs et les mercenaires sont parvenus à saper les fondements de l'État national républicain en privatisant le monde. « Mais, ils ne sont pas parvenus à briser l'espoir, le rêve de liberté enfoui au plus profond de l'homme » (p. 357). « La voie est désormais libre pour la nouvelle société civile de la planète » (p. 357). « Tout ce qui empêche l'éclosion immédiate, concrète et sans entraves de la vie est son ennemi » (p. 358).

Complément à l'ouvrage *Savoir plus*, 2^e éd.
© 2006, Les Éditions de la Chenelière inc.